



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°125 2 NOVEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DE
L'EST : TENUE
D'UNE
CONFERENCE DES
INVESTISSEURS
POUR L'AFRIQUE
DANS LE CADRE
DU G20
COMPACT WITH
AFRICA

ETHIOPIE : LE
DIASPORA
TRUST FUND
DESORMAIS
OPERATIONNEL

SOUDAN DU SUD :
FORTE IMMIXTION
DU POLITIQUE DANS
LE SECTEUR
BANCAIRE

LIBERIA : GEORGE
WEAH ANNONCE LA
GRATUITE DES DROITS
D'INSCRIPTION AUX
UNIVERSITES PUBLIQUES
EN PREMIER CYCLE

CONGO-
BRAZZAVILLE : LA
PRODUCTION DU
CHAMP PETROLIER
DE MOHO-NORD
REVUE A LA HAUSSE

GABON :
LANCEMENT
D'UN FONDS DE
PRIVATE EQUITY

RWANDA :
INTRODUCTION DE
BANK OF KIGALI
GROUP PLC A LA
BOURSE DE
NAIROBI

KENYA : PRISE
DE CONTROLE DE
KENOLKOBIL
PAR LE FRANÇAIS
RUBIS

NIGERIA : DEMISSION
DU PRESIDENT DU C.A.
ET DE TROIS
DIRECTEURS NON-
EXECUTIFS DE LA
DIAMOND BANK PLC



ACTUALITE REGIONALE

▼ CEMAC : les chefs d'État se réunissent pour faire le bilan de la situation économique

Les chefs d'État et de gouvernement des pays de la CEMAC se sont réunis en sommet extraordinaire le 25 octobre dernier à N'Djamena (Tchad) afin d'étudier les voies d'une sortie de crise. Depuis la chute des cours des principales matières premières, ces pays font face à une profonde crise économique qui s'est traduite par le creusement de leurs déficits budgétaires et extérieurs. L'intervention du FMI à partir de 2017 a permis de redresser la situation mais la reprise est jugée trop fragile. A l'issue de cette rencontre, les chefs d'État ont donc réitéré leur volonté de tenir leurs engagements vis-à-vis des bailleurs internationaux, de renforcer la discipline budgétaire et, pour le Congo et la Guinée équatoriale, de parvenir rapidement à un accord avec le FMI pour la mise en place d'un programme.

✉ thibaut.bidet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : tenue d'une conférence des investisseurs pour l'Afrique dans le cadre du G20 *Compact with Africa*

Le G20 Investment Summit s'est tenu ce mardi 30 octobre à Berlin en présence de la chancelière allemande, de chefs d'entreprises et de plusieurs chefs d'états africains dont le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le président du Rwanda, Paul Kagamé. Ce forum fait suite à l'initiative G20 *Compact with Africa* prise par l'Allemagne à l'occasion de sa présidence du G20 en 2017 et regroupe onze pays africains. L'objectif affiché est de promouvoir les investissements privés sur le continent. A cet égard, plusieurs poids lourds de l'industrie allemande étaient présents dont Siemens et Volkswagen. Le CEO de Siemens, Joe Kaeser, a notamment annoncé un partenariat avec KfW et Volkswagen afin de mettre en place un système de véhicule électrique à Kigali.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Afrique de l'Est : investissement de la Banque Africaine de Développement dans le *Partech Africa Fund*

La Banque Africaine de Développement (BAfD) a apporté 7 MUS\$ de fonds propres dans le *Partech Africa Fund*, du fonds d'investissement en capital risque *Partech Venture*. Lancé début 2018 suite à une première levée de fonds d'un montant total de 71 MEUR, le *Partech Africa Fund* vise les startups africaines à un stade de développement précoce, particulièrement dans les domaines de l'inclusion financière, de la consommation en ligne ou mobile, et le B2B. Neuf pays d'Afrique sub-saharienne sont éligibles, dont la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. L'investissement de la BAfD s'inscrit dans le cadre de la deuxième levée de fonds de Partech, qui vise à augmenter la taille du fond à 100 MEUR au total d'ici à novembre 2018. Orange, JCDcaux et l'Oréal auraient également investi dans le fond.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Congo-Brazzaville : les négociations sur la dette débuteront le 5 novembre

Le ministre des finances congolais et l'ambassadeur de Chine au Congo-Brazzaville ont annoncé que les négociations autour de la dette congolaise vis-à-vis de la Chine débuteront le 5 novembre. La partie chinoise a déclaré vouloir trouver une issue à cette question dans les meilleurs délais afin de ne pas entacher la coopération entre les deux pays. Selon la Caisse congolaise d'amortissement, la dette publique congolaise s'élève à 6 015 Mds FCFA au 30 juin 2018, soit 102 % du PIB. L'endettement vis-à-vis de la Chine est évalué à environ 1 420 Mds FCFA, soit 24 % de la dette publique et 35 % de la dette extérieure. Le problème de restructuration de la dette freine les négociations avec le FMI en vue de la signature d'un programme.

ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Maintien de l'inflation au mois de septembre

Au mois de septembre 2018, l'inflation a augmenté de +4,9% par rapport à la même période en 2017 – soit au même rythme que le mois précédent. Selon l'institut national de statistique, la contribution du poste « transport » a diminué de 0,1 point de pourcentage ce mois-ci au profit de la contribution des prix alimentaires.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : La dette publique angolaise a atteint 71% du PIB en 2017

Selon les données publiées par la Banque Nationale d'Angola, la dette publique de l'Angola a atteint 71% du PIB en 2017 - soit 78,5 Mds USD - bien au-delà de la limite des 60% établie par la *Southern African Development Community* (SADC). Dans le détail, la dette interne s'est établie à 34,8 Mds USD (soit 31,5% du PIB) et la dette externe à 43,7 Mds USD (39,6% du PIB). Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation de la dette interne, alors que la dette externe a diminué de 3 points de pourcentage depuis 2016.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : Maintien du taux directeur en octobre

Le 22 octobre, le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Botswana a annoncé qu'elle gardait son taux directeur inchangé à 5%. Les derniers chiffres publiés par l'institut national de statistiques indiquent un ralentissement de l'inflation, de 3% en août dernier à 2,9% en septembre, soit légèrement en dessous de la cible fixée par la Banque centrale (entre 3 et 6%).

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : Progression du PIB de 3,9% au deuxième trimestre 2018**

Le rapport mensuel d'octobre, publié par l'institut national des statistiques, indique une progression du PIB de 3,9% au deuxième trimestre de 2018, par rapport à la même période l'an passé. Les principaux moteurs de la croissance ont été le secteur manufacturier (+9,5%) qui représente plus de 8% du PIB et le secteur financier (+35,4%) qui en représente plus de 6%. Par ailleurs, les chiffres de croissance de 2017 ont été revus à la baisse de 4,1% à 3,4% - après 3,8% en 2016.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'inflation au mois de septembre atteint 9,8%**

L'inflation aurait diminué de 10pdb pour atteindre 9,8% en septembre, après une augmentation de 30pdb entre juillet-août. La tendance est néanmoins susceptible de s'inverser dans les prochains mois, compte tenu notamment de la hausse du coût de l'essence et des tarifs des transports (augmentation de 20% décidée par les syndicats en octobre), ainsi que de la transformation de 5% de TVA en taxe non-déductible, encore non-répercutée sur les prix. Les effets inflationnistes de l'appréciation du dollar vis-à-vis du cedi, et du vote de l'augmentation des tarifs de l'électricité en novembre sont également à anticiper. Pour rappel, le FMI et le gouvernement du Ghana prévoient un taux d'inflation compris entre 6 et 10% en fin d'année, avec un taux moyen de 9,5% en 2018.

virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie : le *Diaspora Trust Fund* désormais opérationnel

Annoncé le 6 juillet 2018 par le Premier ministre Abiy Ahmed, le *Diaspora Trust Fund* a officiellement été lancé le 23 octobre. Destiné à collecter des flux monétaires en provenance de la diaspora, il appelle cette dernière (estimée à 2,5-3 M de personnes) à verser l'équivalent d'un dollar par jour pour financer des projets de développement en Éthiopie (santé, éducation, assainissement, agriculture, technologie, etc.). En une semaine, le fonds a déjà permis de collecter 159 200 USD, soit la contribution annuelle de 436 personnes. La formalisation des transferts de la diaspora (5,5 Mds USD en 2016/17 ; 6,9% du PIB) devrait soutenir leur croissance dans les prochaines années.

pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Kenya : la Banque Mondiale fait état de réels progrès dans les domaines de l'éducation et de la santé

Selon le rapport 18th *Kenya Economic Update* de la Banque Mondiale paru en octobre, les transferts de l'Etat aux populations précaires sous forme de *direct cash transfers* bénéficient de bons résultats en termes d'impact : plus de 60% de ces transferts bénéficient directement aux 40% des plus pauvres. Les dépenses publiques dans l'éducation primaire et la santé bénéficieraient elles aussi en priorité aux populations précaires. Cependant, le rapport souligne que pour avoir un impact significatif sur le taux de pauvreté et les inégalités, ces programmes sociaux devraient être étendus à plus grande échelle.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Kenya : vol inaugural de la liaison aérienne de KQ entre Nairobi – New York

Le vol inaugural de la liaison aérienne de Kenya Airways (KQ) entre Nairobi – New York a eu lieu le 28 octobre 2018. Kenya Airways devient ainsi la première compagnie aérienne d’Afrique de l’Est à opérer un vol passager direct entre la région et les Etats-Unis. L’aéroport international de Nairobi JKIA est devenu en septembre le premier aéroport d’Afrique de l’Est à obtenir l’accréditation de l’Administration fédérale de l’aviation américaine, témoignant des efforts produits pour mettre l’infrastructure au niveau des standards de sécurité américains. Cependant, l’absence de partage de code avec la compagnie américaine Delta, membre de l’alliance Skyteam aux côtés d’Air France – KLM et de KQ, empêchera la compagnie kenyane de proposer des correspondances vers d’autres destinations depuis New York.

 benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Madagascar : gain d’une place dans l’IIAG de la fondation Mo Ibrahim en 2018

L’Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG), qui effectue l’évaluation annuelle de la qualité de la gouvernance en Afrique, a été publié le 29 octobre. Madagascar se classe 31^e sur 54 pays avec 49 points sur 100, gagnant ainsi une place par rapport à 2017 mais perdant dans le même temps 0,3 point. Globalement, les indicateurs de gouvernance de Madagascar ont connu de fortes détériorations durant la dernière décennie (2008-2017), notamment en matière de développement économique durable (-9,2 points), de développement humain (-7,9 points), de sécurité et d’Etat de droit (-3,5 points). Néanmoins, une légère amélioration est notée en termes de participation et de droits humains (+2,9 points).

 eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie : une compagnie égyptienne en charge de la construction du barrage Stiegler’s Gorges

Le gouvernement tanzanien devrait bientôt lancer la construction du barrage Stiegler’s Gorges. C’est l’entreprise égyptienne, The Arab Contractor qui réalisera la construction. Le barrage hydroélectrique, d’une puissance de 2 100 MW, devrait produire 5 920 GWh/an avec un réservoir de 100km de long et nécessitera un investissement de 3,6 Md USD. L’Etat tanzanien a alloué 307 MUSD au projet dans son budget 2018/2019. Le barrage devrait être opérationnel en 2021. La capacité installée électrique de la Tanzanie s’élève actuellement à 1 513 MW.

 philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Ethiopie : approbation de dix-sept projets en Partenariat Public-Privé

Dans le cadre de la proclamation facilitant les PPP adoptée en mai 2018, l'Éthiopie vient d'approuver dix-sept projets de type PPP d'une valeur totale de 6,5 Mds USD. Ces méga-projets, qui concernent les secteurs hydroélectrique, solaire et routier, pourraient permettre aux entreprises privées d'obtenir des concessions de 20 à 25 ans et des contrats d'achat d'électricité. La société britannique Globeleq a déjà exprimé son intérêt pour la construction du projet hydroélectrique Genale Dawa VI (250 MW) et la mise en place de lignes de transmission et de sous-stations est en cours de négociation avec la société China State Grid.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rwanda : introduction de Bank of Kigali Group Plc à la bourse de Nairobi

Le régulateur kenyan des marchés financiers, *Capital Markets Authority* (CMA), a annoncé ce mardi avoir autorisé l'inscription de Bank of Kigali Group Plc (BK) à la bourse de Nairobi. Bank of Kigali est la première banque commerciale du Rwanda, totalisant un peu moins d'un tiers des actifs bancaires. Depuis 2011, les actions de BK s'échangeaient déjà sur la bourse de Kigali. L'inscription de la banque à deux bourses (« l'intercotation ») est une première au Rwanda et devrait faciliter l'intégration financière régionale selon les propos du président de la CMA.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Soudan du Sud : forte immixtion du politique dans le secteur bancaire

Dans un rapport publié en octobre et intitulé *Banking on War : Ending the abuse of South Sudan's banking sector by political elites and pushing for peace*, the Sentry souligne la mainmise des élites politiques sud-soudanaises sur le système bancaire du pays. Selon son auteur, la promiscuité entre certains établissements bancaires et des personnalités influentes permettraient à ces dernières d'établir des canaux de blanchiment de la corruption et de disposer d'un accès privilégié aux devises internationales. Sur les vingt-six banques opérant au Soudan du Sud, quatorze se trouveraient sous le contrôle direct ou partiel de PEPs (*Politically Exposed Persons* en terminologie bancaire).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Gabon : lancement d'un fonds de *private equity*

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) du Gabon finalise actuellement le lancement d'un fonds de *private equity* qui sera doté de 20 Mds FCFA. C'est dans ce cadre que la CDC avait d'ailleurs signé en 2016 un accord avec la Société islamique de développement (SID), branche de la Banque islamique de développement en charge du secteur privé. Les modalités de participation de la SID à ce fonds ne sont pas encore précisées. La CDC prévoit quant à elle que les ressources soient utilisées pour l'investissement dans des secteurs à forte rentabilité, dont le marché immobilier local.

aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le comité de pilotage du PRCCE II approuve les lignes d'intervention du projet

Les orientations de la deuxième phase du Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II) ont été validées le 25 octobre par le comité de pilotage du projet. Lancé en 2017 pour être clôturé en 2020, le PRCCE II est entièrement financé par l'UE à hauteur de 8 Mds FCFA (12,4 M EUR) dans le cadre du 11^{ème} FED. Il vise à soutenir le secteur privé afin d'accompagner la diversification économique du pays. Au nombre des projets inscrits dans ce programme figurent entre autres l'appui et l'accompagnement des PME au travers de la formation ainsi que l'appui à l'État congolais pour élaborer et mettre en œuvre les politiques commerciales sectorielles.

ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la deuxième phase des travaux de la route Mora-Dabanga-Kousseri est lancée

Le génie militaire a procédé au lancement officiel de la 2^{ème} phase des travaux de réhabilitation de l'axe routier Mora-Dabanga-Kousseri qui s'étend sur 205 km le long du corridor Douala-N'Djamena. Pour rappel, ce projet financé à hauteur de 70 Mds FCFA par la Banque mondiale avait été interrompu en 2014 et les contrats résiliés avec l'entreprise en charge des travaux pour des raisons sécuritaires. Suite aux négociations du gouvernement avec la Banque mondiale, le génie militaire a repris la réalisation des travaux de construction de la route. Le chantier devrait durer 24 mois.

evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Le Kwazulu-Natal veut investir 200 Mds ZAR dans la province au cours des prochaines années

Le ministre du Kwazulu-Natal chargé du développement économique a annoncé 200 Mds ZAR d'investissement dans la province au cours des prochaines années. Ce plan inclut 25 projets dans les secteurs agricoles, de la production cinématographique, la manufacture, la logistique, la médecine, l'immobilier et le tourisme.

ulyse.arliguie@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : Octroi d'un prêt de 500 MUSD par l'Afreximbank

Le Zimbabwe s'est vu accorder un prêt de 500 MUSD par la banque africaine d'import-export, l'Afreximbank, destiné à financer les importations, notamment celles de première nécessité. Le pays est aujourd'hui confronté à une forte crise de liquidité qui a conduit à une pénurie de biens importés dans les magasins et à une dépréciation fulgurante de la monnaie locale. A ce jour, l'Afreximbank est une des dernières institutions financières à octroyer des prêts au Zimbabwe, ce dernier peinant à rembourser près de 56 Mds USD d'arriérés de dettes.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement approuve une proposition de Budget 2019 d'un montant de 8 730 Mds NGN (21 Mds EUR)

Approuvée dans le cadre du *Medium Term Expenditure Framework* (MTEF) et du *Fiscal Strategy Paper* (FSP), la proposition de Budget pour l'année fiscale 2019 devra être présentée à l'Assemblée nationale pour approbation, et vise notamment à la mise en application de l'*Economic Recovery and Growth Plan* (ERGP) 2017-20. Les hypothèses retenues posent un prix du baril de pétrole à 60 USD (contre 71 USD en moyenne depuis le début l'année), une production journalière de 2,3M de barils (contre 1,89M en 2017), un taux de change de 305 NGN/USD (similaire à aujourd'hui), et un taux de croissance du PIB de 3% par an (contre 2,3% prévus par le FMI). In fine, cette proposition de budget est inférieure d'environ 400 Mds NGN (967 MEUR) au Budget 2018, approuvé fin juin dernier.

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : avancées dans le projet de corridor routier transfrontalier Abidjan-Lagos

La ministre des Finances, Zainab Ahmed, a indiqué qu'un accord de prêt d'1,5 MUSD avait été signé avec la Banque Africaine de Développement (BAfD) pour financer une étude de faisabilité du projet de corridor routier Abidjan-Lagos décidé par les gouvernements de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2013. Dans ce cadre également, le ministre de l'Energie, du Travail et de l'Habitat a présenté un protocole d'accord pour l'attribution d'un contrat de réhabilitation de la route Lagos-Badagry-Seme d'un coût de 63 Mds NGN (153 MEUR), dégradée en partie à cause de l'érosion côtière. Par ailleurs, le gouvernement aurait également donné son aval pour la construction de l'autoroute trans-Sahara reliant Alger à Lagos (en passant par Katsina, Kano, Abuja et Ibadan).

paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigeria : lancement opérationnel du programme E-WASH de 60 MUSD sur quatre ans par USAID**

L'Agence américaine de développement international (USAID) a lancé la première activité de son programme *Effective Water, Sanitation and Hygiene* (E-WASH). L'objectif est de conseiller les offices des eaux des six Etats nigériens sélectionnés (Abia, Delta, Imo, Niger, Sokoto, et Taraba) dans l'amélioration de leurs services d'assainissement et de distribution d'eau. Trois entreprises américaines de conseil ont été sélectionnées pour conduire le programme (CDM Smith, RTI International et Segura Consulting LLC). Pour rappel, selon les Nations Unies, 57 millions de Nigériens (soit près d'un tiers de la population totale) n'a pas accès à une source d'eau potable.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : le Président George Weah annonce la gratuité des droits d'inscription aux universités publiques pour les étudiants de premier cycle**

La forte inflation à laquelle est confrontée la population (estimée à 22% pour 2018 selon le FMI), subséquente à la dépréciation du dollar libérien vis-à-vis du dollar américain, a entraîné une hausse automatique des droits d'inscriptions aux universités, payés en monnaie locale. Selon le Président libérien, parmi les 20 000 étudiants inscrits en premier cycle, 5 000 bénéficient d'une bourse, mais 8 000 ne peuvent pas suivre les cours pour des raisons financières. Pour rappel, 3 Libériens sur 4 ont moins de 35 ans et le taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire était de 12% en 2012. La part des dépenses d'éducation prévues dans le budget 2018-19 était de 15% (85 MUSD), contre 8% en 2012.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

Madagascar : financement de l'UE dans le secteur privé à hauteur de 1,3 MEUR

Dans le cadre du Programme d'Appui à l'Emploi et à l'Intégration Régionale (PROCOM), l'Union européenne a signé le 25 octobre des contrats de subvention au bénéfice de 15 organismes intermédiaires – notamment des chambres de commerce régionales – pour un total de 1,3 MEUR. Ces subventions financeront : i) des projets de modernisation et de renforcement de la compétitivité des entreprises, ii) l'appui aux compétences techniques, managériales et commerciales des PME/PMI, et iii) la facilitation et la sécurisation de leurs transactions sur les marchés local, régional et international. Divers secteurs sont concernés dont l'artisanat, le tourisme, la formation professionnelle, le textile ou les exportations.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie : prêt de 10 MUSD accordé par la Pologne

La Pologne a accordé à la Tanzanie un prêt de 10 MUSD pour soutenir les secteurs de l'agriculture et de l'eau de Dar es-Salaam. La plupart des fonds seront consacrés à la construction d'un système d'égouts et de traitement des eaux usées à Dar-es-Salaam, ainsi qu'à l'amélioration de la productivité du secteur agroalimentaire. Le directeur adjoint du département de la coopération économique du ministère des Affaires étrangères de la Pologne, Konrad Pawlik, a indiqué que le gouvernement polonais a également promis de renforcer sa coopération avec la Tanzanie dans divers domaines tels que l'éducation, la santé, et le tourisme.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : le Brésil devrait investir 1,1 Md USD pour la fabrication de tracteurs

L'ambassadeur du Brésil au Nigéria, Ricardo Gerra de Araujo, a annoncé que son pays allait injecter 1,1 Md USD dans l'agriculture nigériane pour la construction notamment d'une usine de montage de tracteurs dans l'Etat de Bauchi. L'opération en trois phases serait financée par l'Exim-Bank brésilienne sur une durée de 13 ans, la Banque centrale du Nigeria mettra quant à elle à disposition des ressources concessionnelles par l'intermédiaire des banques locales. L'ambassadeur a annoncé qu'un accord devrait être signé d'ici la fin du mois d'octobre. Pour rappel, l'agriculture représentait 23% du PIB nigérian au deuxième trimestre 2018 contre 21,1% en 2017.

▼ Energie et matières premières

▼ Congo-Brazzaville : la production du champ pétrolier de Moho-Nord revue à la hausse

Martin Desfontaines, nouveau Directeur général de Total E&P Congo, a annoncé une production supérieure aux estimations sur le gisement pétrolier Moho-Nord. Alors que les prévisions tablaient sur une production de 140 000 barils/jour, ce nouveau gisement produit aujourd'hui plus de 200.000 barils/jour. Situé à 75 km au large de Pointe-Noire, Moho-Nord est le plus grand champ pétrolier jamais exploité en République du Congo. Il est opéré par Total E&P Congo (53,5 %), Chevron (31,5 %) et la Société nationale des pétroles du Congo (15 %), et représente un investissement de près de 11 Mds USD. Moho-Nord devrait permettre au pays d'atteindre en 2018 son pic de production à environ 350 000 barils/jour.

ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : La construction de la phase 2 du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) est imminente

La LHDA (Autorité de développement des hautes terres du Lesotho) a attribué le contrat de 235 M ZAR pour l'accès routier Nord-Est de Polihali à la coentreprise sud-africano-lesotane Sinohydro/Nthane Brothers. Le projet prévoit la construction d'une route de 16 km de classe A pour remplacer une route de terre. Le contrat sera prêt en juin 2019.

ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

Kenya : prise de contrôle de KenolKobil par le français Rubis

Le 25 octobre 2018, la société française Rubis a annoncé le lancement d'une OPA sur le kenyan KenolKobil, leader de la distribution de produits pétroliers en Afrique de l'Est (implantations au Burundi, en Éthiopie, en Ouganda, au Rwanda et en Zambie) avec un volume global en distribution de 1,3 M de m³ en 2017. KenolKobil regroupe l'ensemble des activités de distribution de produits pétroliers : réseaux (350 stations-service), carburants aviation, GPL, lubrifiants, bitume, commercial et industriel, avec des accès sécurisés aux oléoducs et un maillage de 10 terminaux. L'achat par Rubis d'un distributeur de produits pétroliers déjà présent dans toute l'Afrique de l'Est pourrait remettre en cause son projet de terminal de stockage à Damerjog (Djibouti).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie : lancement d'une nouvelle offre de kit solaire fournissant électricité et internet

Le fournisseur d'énergie *pay-as-you-go* Trend Solar a lancé une nouvelle offre de kit solaire qui propose à la fois un accès à l'énergie et à internet, grâce au smartphone 4G fourni avec l'installation. 500 unités auraient été vendues durant la phase pilote à Dar-es-Salaam, à Geita sur les rives du Lac Victoria, et à Bagamoyo sur la côte. La startup vise le marché tanzanien, où 36 millions de personnes manquent encore d'un accès à l'électricité, et plus généralement la région de l'Afrique de l'Est.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : Le président Ramaphosa a inauguré jeudi l'usine Gibela, dont Alstom est l'actionnaire majoritaire, pour la construction de 3 600 voitures de trains de banlieue destinées à PRASA

Le ministre provincial des transports a mis en avant l'usine de trains la plus avancée d'Afrique. Les premiers trains seront livrés en décembre. L'Ambassadeur de France a rappelé l'engagement de long terme des entreprises françaises établies en Afrique du Sud, à l'origine de près de 10 % des IDE dans le pays en 2017.

ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Congo-Brazzaville : L'Organisation maritime internationale (OMI) a entamé l'audit de la République du Congo

L'OMI a lancé le 29 octobre son premier audit au Congo-Brazzaville. Cette opération, qui s'achèvera le 5 novembre, vise à évaluer l'efficacité de l'administration maritime congolaise et à renforcer ses capacités pour une meilleure gestion maritime. L'audit concernera la Direction générale de la marine marchande ainsi que les structures impliquées dans l'application des dispositions de l'OMI. Pays membre de cette institution onusienne depuis 1964, le Congo a ratifié la convention des Nations unies sur le droit de la mer en janvier 2008. C'est en 2015 que le pays s'est engagé dans le processus de l'audit de cette institution, rendu obligatoire en 2016.

ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : démission du président du C.A. et de trois directeurs non-exécutifs de la Diamond Bank Plc

Oluseyi Bickersteth, le président du Comité d'Administration (C.A.), avait été nommé en juillet dernier. Aucune explication n'a encore été apportée. Néanmoins, les difficultés rencontrées par le secteur bancaire suite à la récession de 2016, et la dépréciation des portefeuilles de prêts au secteur pétrolier, ont entraîné des pertes importantes. Diamond Bank a par exemple enregistré en 2017 une perte de 11,5 Mds NGN (22,8 MEUR) avant impôts, malgré des ventes d'actifs. Les efforts de la banque pour maintenir un ratio de fonds propres de 16%, le minimum exigé par la Banque centrale nigériane, ont ainsi limité ses possibilités de croissance et de profit. Selon Reuters, Diamond Bank serait actuellement en discussion avec de nouveaux investisseurs.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Afrique du Sud : Présentation du budget de mi-parcours par Tito Mboweni

Mercredi 24 octobre, le nouveau ministre des Finances, Tito Mboweni a présenté la revue de mi-parcours du budget de 2018-2019, très attendue en raison des faibles performances de la croissance sud-africaine au premier semestre 2018. Les perspectives de déficit public ont été revues à la hausse de 0,4 point de pourcentage (à 4% contre 3,6% lors de la présentation annuelle du budget en février dernier) ainsi que celle de dette publique – dont l’horizon de stabilisation a été repoussé à 2023-2004 à 59,6% du PIB (contre 56,2% auparavant). Le gouvernement justifie ces modifications par une collecte des recettes plus faible que prévue (de 27,4 Mds ZAR, attribuable à des remboursements imprévus de TVA). Enfin, les prévisions de croissance ont été réduites de 1,5% à 0,7% pour l’année en cours.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Présentation du budget de mi-parcours par le ministre des Finances

Mercredi 24 octobre, le ministre des Finances a présenté la revue du budget de mi-parcours dans lequel d’importantes coupes budgétaires ont été effectuées. En effet, la récession que connaît le pays depuis plusieurs mois laissent peu de marge de manœuvre au gouvernement pour relancer l’activité à travers la dépense publique. D’une part, les dépenses ont été réduites de 6,5 Mds NAD et d’autre part, elles ont été redirigées vers des secteurs plus porteurs de croissance comme la finance (+272 Mds NAD) et l’éducation (+237 Mds NAD). En termes de prévisions, le PIB devrait se contracter de 0,2% en 2018 (après une baisse de 0,9% en 2017) tandis qu’un rebond à 0,9% est attendu en 2019. En ce qui concerne le déficit public, le gouvernement s’est fixé comme objectif de le maintenir à une moyenne de 3,6% du PIB sur les trois prochaines années.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l’*Entrepreneurship Forum 2018* de la Tony Elumelu Foundation s’est tenu à Lagos

La séquence comprenait notamment un moment d’échange avec le Président de la République du Kenya Uhuru Kenyatta et le Président du Ghana Nana Akufo-Addo. Le forum réunissait 5 000 entrepreneurs africains et revenait sur les actions menées par la fondation. Créée en 2015, la fondation Tony Elumelu, soutient l’entrepreneuriat panafricain par un investissement de 100 MUSD sur 10 ans à destination de 10 000 entrepreneurs. Actuellement dans sa 4ème année, le programme a soutenu 4 470 entrepreneurs (formation, mentorat, financement) pour environ 20 MUSD investis. Parmi eux, 1 472 entrepreneurs interrogés généraient avant le début du programme un total de 18 MUSD de revenus annuels contre 52 MUSD après le programme. Pour rappel, l’AFD est partenaire de la Tony Elumelu Foundation.

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

